

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 09/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BOTTA ENTREPRISE SARL**

6 rue du Commandant L'Herminier  
B.P 15  
38380 Saint-Laurent-du-Pont

Références :20230622\_RAP\_Insp\_BOTTA\_StThibauddeCouz\_Géorisques.odt  
Code AIOT : 0006101659

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement BOTTA ENTREPRISE SARL implanté Lieu-dit La Corba 73160 Saint-Thibaud-de-Couz. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans les 6 mois qui suivent une première inspection (20/12/22) effectuée après la notification, par le préfet, de l'arrêté préfectoral du 29/07/2022 portant renouvellement, sur une durée de 25 ans, de l'autorisation d'exploiter la carrière "Les Radelles" par la SARL BOTTA.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOTTA ENTREPRISE SARL
- Lieu-dit La Corba 73160 Saint-Thibaud-de-Couz
- Code AIOT : 0006101659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le nouveau projet autorisé consiste à poursuivre l'exploitation d'une ancienne carrière, (ouverte en 1983) sans augmentation de son emprise, mais en adaptant les techniques d'extraction à un contexte particulier.

L'objet de l'exploitation est l'extraction d'éboulis plus ou moins consolidés et de roches massives calcaires. La découverte du gisement est d'ores et déjà réalisée. La partie basse de l'excavation sera remblayée au moyen de matériaux inertes issus de chantiers de l'activité Bâtiment Travaux Publics. Il s'agit d'extraire les grèzes litées, et une frange de calcaires urgonien sans intervenir sur les éboulis supérieurs. L'exploitation sera conduite du haut vers le bas du site, sans aucune extension et en utilisant la piste nord déjà existante et reprofilée à l'occasion des campagnes de sondages.

Le volume de l'activité d'extraction est caractérisé comme suit :

- production annuelle moyenne de 85 750 t (35 000 m<sup>3</sup>)
- production annuelle maximale de 100 000 t (41 000 m<sup>3</sup>)
- production totale de 1 715 000 tonnes

Le remblaiement (175 000 m<sup>3</sup>) et la remise en état du site seront réalisés parallèlement à l'extraction.

Les matériaux sont traités dans une installation de concassage et de criblage. La puissance totale installée de cet équipement est de 595 kW et sa capacité est comprise entre 60 et 400 t/h.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion de l'établissement
- Dispositifs de prélèvements et traitement des eaux
- Prévention du risque de chutes de blocs
- Garanties financières

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection conduite sur la carrière des Radelles a mis en évidence le besoin pour la SARL BOTTA de mieux communiquer auprès du service d'inspection des installations classées sur les actions menées dans le cadre de la mise en oeuvre des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29/07/2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 3.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Carrière	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 7.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 9.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans la continuité des conclusions du rapport d'inspection précédent, il est opportun de rappeler que l'ensemble des dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 29/07/2022 nécessite d'être rapidement intégré par la SARL BOTTA sous peine de voir la suspension de son activité proposée au préfet de la Savoie.

En effet, un certain nombre de prescriptions ne sont toujours pas mises en oeuvre alors que l'arrêté préfectoral a été notifié il y a maintenant une année (mise à jour de l'affichage, bornage du périmètre du site, définition d'une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes, élaboration d'un plan de gestion des déchets d'extraction, définition d'un protocole de suivi écologique, garanties relatives à la prévention des chutes de blocs, etc.).

En outre, d'autres dispositions réglementaires, devant être menées dans les 6 mois qui suivent la notification de l'arrêté préfectoral (avant fin janvier 2023), sont également en attente de réalisation effective (commission d'information, protocole de coupure de la RD 1006).

Par ailleurs et en application du code de l'environnement, la réglementation est explicite sur la nécessité de suivre de manière régulière les prélèvements en eau effectués sur le milieu naturel (eaux superficielles et souterraines) quelle que soit la nature des activités ICPE autorisées. La mise en conformité des installations de prélèvement et de gestion des eaux apparaît nécessaire à courts termes (fin de la période estivale 2023) au regard de la date de renouvellement de l'autorisation au 29/07/22 (plus d'un an).

Enfin le document attestant la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues à l'arrêté ministériel du 31/07/2012 n'a toujours pas été adressé au préfet.

**Pour rappel, la reprise des travaux d'extraction n'est pas autorisée tant que l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier de la mise en oeuvre effective de l'ensemble des dispositions réglementaires prévues dans l'arrêté préfectoral du 29/07/2022.**

**La reprise de l'exploitation du gisement est soumise à la validation du service d'inspection des installations classées.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès, voirie publique, circulation interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les 6 mois qui suivent la notification de l'arrêté préfectoral, un protocole sera mis en place avec les services du Conseil Départemental afin de réglementer les arrêts temporaires de la circulation lors de ces tirs.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé l'absence d'échange avec le département concernant les modalités de coupures de la RD 1006 lors de tirs de mines.
<b>Observations :</b> Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le 21/07/23 au service d'inspection des installations classées les éléments permettant de démontrer que les échanges entre le conseil départemental et l'entreprise BOTTA sont en cours. Le dossier est phase d'examen par le "Pôle Aménagement du Département - Secrétariat Général - MTD Deux Lacs-Centre routier du Département Yenne" et nécessitera la rédaction d'un protocole établi sur la base de l'arrêté départemental déjà établi et signé le 8/02/2016. Le service d'inspection des installations classées est donc toujours dans l'attente de ce protocole prescrit à l'article 1.10.3 de l'AP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Communication avec les riverains, élus et associations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement des activités, une commission d'information de la carrière, présidée par le maire de la commune de Saint Thibaud de Couz et composée de représentants de ces communes, des associations locales de protection de l'environnement, de représentants des riverains et de l'exploitant est créée.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mandaté le cabinet SETIS pour organiser la commission de suivi prescrite à l'article 1.10.7 de l'AP. Pour autant, à la date du 22/06/23, la commission d'information n'a toujours pas été planifiée.
<b>Observations :</b> Le service d'inspection des installations classées est dans l'attente, pour information, d'une copie de la convocation de la commission d'information permettant ainsi de garantir la création et la mise en œuvre d'une première réunion d'ici la fin de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les eaux circulant sur le site et qui ne peuvent s'infiltrer naturellement doivent être récupérées et dirigées vers un ou plusieurs bassins de décantation situés en partie basse de la carrière. Ce ou ces bassins sont dimensionnés et aménagés de sorte de limiter l'entraînement de matières minérales et polluantes en dehors de la carrière.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a mis en évidence que la mise en œuvre des dispositifs de gestion des eaux du site n'était pas encore finalisée. Seul le bassin de rétention de 200 m3 a été taillé. Les travaux de captage des écoulements de sources, la réhabilitation du canal de décantation du pont-bascule, le raccordement des fossés et réseaux ainsi que l'aménagement du point de mesures et de prélèvements sur l'ouvrage restent à finaliser. <b>Lors de la visite et dans son courrier du 7/07/23, l'exploitant s'est engagé sur la finalisation de ces travaux d'ici la fin de la période estivale 2023.</b>
<b>Observations :</b> Il a été rappelé à l'entreprise BOTTA que ces travaux sont un préalable à l'exploitation du gisement. L'activité de traitement des matériaux faisant partie intégrante de l'exploitation, il est demandé à l'entreprise BOTTA de finaliser d'ici la fin du mois de septembre 2023 ces travaux afin de pouvoir considérer de manière effective la mise en service de l'installation conformément à l'article 71.1.1 de l'AP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de sécurité et de suivi des instabilités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la reprise d'exploitation de la carrière, l'exploitant fait procéder, par une entreprise spécialisée en géotechnique, à une inspection des fronts pour contrôler leur stabilité, mettre à jour les observations (suivi des interfaces géotechniques) et définir des préconisations éventuelles complémentaires (stabilité des talus, mise en sécurité de la piste d'accès en partie haute du site, traitement des arrivées d'eau...).
Cette inspection, réalisée par du personnel dûment qualifié et habilité, devra également se positionner sur la nécessité de mettre en œuvre les opérations de mise en sécurité décrites dans le dossier de demande initial et celles préconisées par le bureau d'études SAGE Ingénierie dans sa note référencée RP5483/FB/FAB/AD et RP8439 du 7 novembre 2020.
Cette analyse permettra également de s'assurer que les caractéristiques des merlons 1 et 2 existant et bordant la RD 1006 sont conformes aux recommandations initialement définies dans l'étude SAGE n°RP5483.
Elle devra faire l'objet d'un rapport conclusif sur les actions à mettre en œuvre qui sera transmis à l'inspection des installations classées en amont de la reprise de l'exploitation.
Une procédure de suivi de l'ensemble des dispositifs de surveillance des instabilités devra être

<p>établi et transmis au service d'inspection des installations classées.</p> <p>Les travaux préconisés devront nécessairement être mis en œuvre avant la reprise de l'exploitation. Une inspection par un géotechnicien est également assurée une fois les travaux réalisés. Au préalable de la reprise de l'exploitation, il transmet l'information au service des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de transmettre au service d'inspection des installations classées un rapport conclusif sur les actions à mettre en œuvre vis à vis des risques d'instabilités en amont de la reprise de l'exploitation.</p> <p>Depuis lors, l'exploitant a indiqué dans son courrier du 7/07/23 au service d'inspection que l'ensemble des prescriptions de l'article 71.3.1 - mesures préalables à la reprise de l'exploitation serait mis en œuvre à la suite du passage du cabinet SAGE prévue dans les prochaines semaines. Pour autant aucune précision sur le délai de remise du rapport conclusif n'a pu être donnée par l'exploitant.</p> <p>A noter que la procédure de suivi des dispositifs de surveillance des instabilités sera sous-traitée au cabinet SETIS.</p>
<p><b>Observations :</b> Dans la continuité des constats précédents, les prescriptions relatives à l'article 71.3.1 sont des mesures préalables à la reprise de l'exploitation.</p> <p>Le service d'inspection des installations classées est donc dans l'attente, <b><u>d'ici la fin de l'année 2023</u></b>, de garanties vis à vis de la prévention du risque de chutes de blocs permettant à l'entreprise BOTTA de reprendre l'exploitation des fronts de la carrière. Pour rappel ces garanties (décrites sous la forme d'un rapport conclusif) concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise à jour des observations des fronts d'exploitation et la définition des préconisations éventuelles complémentaires;</li> <li>• le positionnement sur la nécessité de mettre en œuvre les opérations de mise en sécurité décrites dans le dossier de demande initiale;</li> <li>• la validation de la conformité des caractéristiques des merlons 1 et 2;</li> <li>• les modalités de mises en oeuvre du système de drainage et de l'étanchéification des fossés;</li> <li>• l'instrumentation des chandelles;</li> <li>• la rédaction d'une procédure de suivi des dispositifs de surveillance;</li> <li>• le rapport de fin de travaux par un cabinet spécialisé permettant de justifier la mise en œuvre de l'ensemble de ces prescriptions.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 9.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Établissement des Garanties Financières</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la revue documentaire effectuée le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir engagé les démarches relatives à la constitution des garanties financières.</p>

<p>Depuis lors, l'exploitant a fait parvenir au service d'inspection un document du Crédit Agricole "attestant" de la demande de la SARL BOTTA de contre garantie pour 30% du montant de la caution de carrières à émettre par BPI France.</p> <p>Pour rappel, ce document ne répond pas pleinement aux attendus réglementaires relatifs à l'établissement des garanties financières.</p>
<p><b>Observations :</b> Il est proposé à monsieur le préfet de la Savoie de mettre en demeure la SARL BOTTA de respecter, <b>sous 1 mois</b>, les dispositions du Titre 9 de l'arrêté préfectoral du 29/07/2022. Passé le délai imparti, il sera proposé à monsieur le préfet de suspendre l'activité, en application du point 3° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation en eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une installation de brumisation équipe le concasseur mobile. Ce poste représente en moyenne une quantité de 1,5 m3/j, soit 360 m3/an.</p> <p>Les besoins en eau de la carrière des Radelles (eaux de brumisation et arrosage des pistes) sont couverts via de petits captages d'émergences situées en pied de falaise (déversements de fissures du calcaire urgonien au contact du remplissage argileux de fond de vallée).</p> <p>Les eaux captées sont collectées par un réseau spécifique qui les conduit vers une cuve de 10 000 litres, localisées au sud-ouest du site (aire de lavage). Un groupe de pompage refoule les eaux de brumisation vers les rampes d'aspersion.</p> <p>Les prélèvements en eau de la carrière sont équipés d'un compteur totalisateur permettant de connaître quotidiennement la consommation totale du site. Un bilan des consommations est réalisé chaque année et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, aucun dispositif de suivi des prélèvements en eau de la carrière n'est installé.</p>
<p><b>Observations :</b> Le service d'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les travaux prescrits au chapitre 3.2 de l'AP du 29/07/22 sont un préalable à l'exploitation du site. Dans la continuité des demandes précédentes, il est demandé à l'exploitant de finaliser les travaux permettant de suivre les prélèvements en eau de la carrière <b>d'ici fin septembre 2023</b>.</p> <p>Pour rappel, l'arrêté préfectoral du 07/06/2023 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et nappes souterraines dans le département de la Savoie précise les mesures de restrictions applicables aux activités industrielles selon la situation de gestion définie pour chacune des zones de gestion du département. Sont exemptés, dans le cas 1 (qui potentiellement concerne la carrière des Radelles) <i>"les activités industrielles présentant une faible consommation d'eau annuelle. Cela concerne les établissements consommant moins de 1000 m3/an via prélèvement dans le milieu naturel et moins de 7000 m3/an au total. Pour autant, une utilisation économe de l'eau est néanmoins mis en œuvre"</i>.</p> <p>Afin d'évaluer la bonne application des mesures détaillées ci-dessus, chaque usager professionnel consigne et en cas de demande, met à disposition des services en charge du contrôle de ses</p>



données hebdomadaires de consommation d'eau.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral cadre sur la sécheresse et en parallèle des demandes ci-avant, il est demandé à l'exploitant de se positionner, **sans délai**, sur les demandes suivantes :

- L'exploitant a-t-il répondu au sondage DREAL sur ses prélèvements et s'est-il positionné sur un cas d'adaptation des prescriptions ?
- Le site veut-il bénéficier d'une adaptation ?

Pour rappel, en l'absence d'adaptation des restrictions, l'entreprise BOTTA devra être en capacité de respecter les mesures de restrictions qui s'imposent pour chacun des 4 seuils définies dans l'AP du 07/06/23.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois